

**« Oui au pacte d'accessibilité breton ! »**

05.02.18

Tribune de Didier Le Gac,  
député de la 3<sup>ème</sup> circonscription du Finistère

Un rapport n'engage que ses auteurs. Le rapport Duron sur les lignes à grande vitesse n'échappe pas à cette règle. A ce stade, il n'engage donc pas le gouvernement, encore moins sa majorité parlementaire. D'autant moins que ce rapport a été écrit avant la décision de pas faire l'aéroport NDDL.

La mobilisation autour d'une meilleure desserte ferroviaire vers Paris est légitime et je m'y associe pleinement. L'Etat doit s'engager à poursuivre les études dans ce sens.

Cependant, la desserte ferroviaire du Finistère s'est déjà considérablement améliorée depuis juillet 2017 et flirte aujourd'hui avec les 3 heures. Avec l'infrastructure existante, le train le plus rapide relie désormais Paris à Brest en 3h13, à Quimper en 3h16, à Morlaix en 3h03 ! Evidemment, ces trains ne sont pas assez fréquents et il faudrait se battre déjà pour augmenter leur cadence au rythme d'un par jour et non un par semaine comme c'est le cas actuellement. Rappelons que les avancées obtenues pour la desserte ferroviaire du Finistère ont été possibles grâce à la mobilisation de toutes les forces vives de la région mais aussi au concours financier des collectivités.

Or, nous, élus, devons la vérité à nos concitoyens : réduire le temps de trajet, gagner encore ces précieuses minutes, cela coûtera beaucoup d'argent public (entre 50 et 80 milliards € pour tous les projets actuellement en cours d'étude en France !). Dans un contexte où la réduction des déficits publics est une nécessité absolue, s'affranchir d'un raisonnement comptable ne serait pas sérieux. Il faut leur dire aussi -avec la même sincérité- que cela prendra du temps : à l'évidence, 2040, c'est trop loin mais – soyons lucides – la ligne LNOBPL\* ne sera pas non plus prête en 2020 ni même en 2025. Et dans ce même temps, pourtant, il faudra être capable -le président de la République a raison de nous le rappeler- d'améliorer aussi la mobilité quotidienne de nos concitoyens. Car, ne l'oublions pas, la principale préoccupation des Français est d'abord de se rendre chaque jour -avec plus de facilité et avec moins de bouchons- vers son lieu de travail (sans compter qu'un 1 Français sur 4 a dû renoncer déjà à un emploi faute de pouvoir s'y rendre !).

Le temps de trajet ferroviaire n'est pas le facteur unique de développement d'une région. Sinon, et nous le savons tous, la Bretagne ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui. En plus de trains rapides, il faut aussi une desserte routière performante (il faut terminer la RN 164), des lignes aériennes compétitives et moins chères (la Ministre des transports a fait de la reprise en main de « Hop » un chantier prioritaire), mais surtout ce que les habitants (et a fortiori les chefs d'entreprises) de la pointe Bretonne veulent, c'est d'être hyper connectés à leur environnement extérieur grâce à un réseau de fibre optique structurant. Le numérique, c'est bien là le facteur de désenclavement principal aujourd'hui. Et celui-là peut se mettre en œuvre rapidement.

C'est pour cela que je soutiens pleinement l'initiative du Président de notre région, appelant à travailler tous ensemble, Etat et collectivités, sur un nouveau « pacte d'accessibilité de la Bretagne », visant les 4 piliers que sont : le train bien sûr, l'avion et la route également, et surtout la fibre.

C'est ce pacte que je souhaite défendre.

C'est une belle ambition pour notre région et elle est à notre portée : mieux relier la Bretagne pour mieux faire valoir la qualité de nos savoir-faire avec le reste du monde, et pas seulement avec Paris.

LNOBPL\* : liaisons nouvelles Ouest Bretagne - Pays de la Loire.

---